

Comment cela s'est-il traduit à St Briec ?

Pour appliquer cette ligne, le PC ne disposait sur place que de moyens limités. Ses forces étaient réduites (il était surtout présent chez les enseignants). Il contrôlait tout de même la CGT, mais celle-ci, présente surtout sur Chaffoteaux et Sambre et Meuse, était minoritaire au Joint Français. Ces faiblesses de l'appareil vont expliquer les difficultés qu'il aura à faire passer son orientation, obligé de suivre un mouvement qu'il ne contrôlait pas.

Au départ, le mouvement démarre par une suite de débrayages limités et répétés. Il semble que les directions syndicales avaient l'intention de continuer dans cette voie. Puis, la grève illimitée est décidée. Sur les motifs de cette décision, le secrétaire général de l'UD des Côtes-du-Nord donnera d'ailleurs une intéressante explication : « cette décision ayant été prise *d'avantage pour tenter d'infléchir l'attitude de la direction, mais pas avec l'intention de faire grève...* » !! (réunion du comité régional du 25 avril 72).

Mais, quelles que soient les intentions au départ, la grève démarre, l'entreprise est occupée et la CGT doit y participer. Très vite cependant, la direction CGT s'inquiète : le patron ne cède pas, la CGT ne contrôle pas le mouvement, les « gauchistes » sont là depuis le début, très bien accueillis par le personnel, et la solidarité a démarré à leur initiative. C'est donc une situation dangereuse : méfiance !

Et cette méfiance se traduit dans les faits :

le PC boycotte le comité de soutien unitaire. et il ne fait pratiquement rien pour assurer la solidarité.

A tel point que, se sentant mis en cause, il sortira vers la fin de la grève un communiqué piteux pour dire que, lui, à la différence de certains, il avait aidé la grève... sans se faire voir ! Le MODEF, syndicat paysan dirigé par le PC, attend près de 3 semaines pour se rallier à une initiative de solidarité (alors que dès le début le CNJA et la FDSEA étaient dans le comité de soutien). De leur côté, les dirigeants PC de la FEN, syndicat des enseignants, ont tenté systématiquement de diminuer l'ampleur des mobilisations régionales, en refusant — 2 fois de suite — d'appeler à faire grève (« pour ne pas faire perdre une journée de travail »).

La direction de la CGT a longuement tergiversé pour prendre des initiatives de soutien sur le plan régional. En revanche, elle n'a pas hésité à pousser systématiquement au compromis avec la direction, quitte à décider unilatéralement de réduire en cours de grève la plate-forme revendicative à 40 centimes.

Sur le plan local, les résultats de cette politique ne sont pas glorieux : le PC en a pris un coup ; la CGT a perdu des adhérents et la CFDT s'est renforcée au Joint Français. Corre, militant PC responsable de la FEN, a gagné au cours de la grève deux surnoms : le « jaune » et le « non-gréviste »...

Comment cette orientation s'est-elle traduite sur le plan national ?

Dans son journal l'Humanité, le PC parle peu de cette grève : alors qu'il avait publié en première page la photo des responsables CGT de Renault-Billancourt, les bras chargés de cartes postales revendicatives (moyen de lutte efficace s'il en est !), les articles sur la grève du Joint sont discrets, sauf à la fin, quand la direction CGT lance la grande offensive de négociations.

Du côté de la direction CGT, on n'en parle pas beaucoup non plus : pas un mot au congrès CGT ; pas une banderole, pas un mot d'ordre de solidarité à la manifestation du 1er mai à Paris.

On envoie à tous les syndicats des informations tendancieuses pour les braquer contre la grève ; ainsi, ces extraits d'une circulaire racontant la grève envoyée aux militants CGT de Bretagne :

« Dans la nuit du 13 au 14 mars... la CFDT et des groupes gauchistes pénètrent dans l'usine, cadennassent les portes et mettent en place un piquet de grève. L'occupation commence sans qu'elle ait été décidée... »

« séquestration des représentants patronaux avec délégués syndicaux, mais également avec C.E. de l'UD-CFDT, de la Ligue Communiste et d'autres éléments étrangers au Joint Français ».

Ce type d'« informations », soigneusement ventilées, a des conséquences sur la solidarité dans l'ensemble du pays. Prenons-en deux exemples typiques parmi beaucoup d'autres :

— en Haute-Normandie, un camarade militant CGT d'un CET vient à l'Union Locale avec une collecte de sa section syndicale. Il demande à un permanent le CCP de l'Intersyndicale à St Briec. Réponse : « je ne l'ai pas et de toutes façons on n'a pas de consignes ; d'ailleurs, si on pousse à la collecte, ça voudrait dire qu'on cautionne ce type de grève » !

— A Corbeil (dans l'Essonne), des militants de la Ligue distribuent un tract sur l'imprimerie Crété, popularisant la grève du Joint. Réponse : un tract CGT dénonçant les « aventuristes-gauchistes », et contenant cette allusion fielleuse sur la grève du Joint : « nous connaissons comment est menée la grève du Joint Français à St Briec, y compris par qui l'occupation est faite ; quant à la participation des travailleurs, évitons d'en parler... » (tract du 12-4-72).

Il ne s'agit encore une fois pas de « bavures », mais d'une politique d'ensemble.

Au bureau national du SNES (syndicat edes enseignants du secondaire), un militant de l'Ecole Emancipée présente une motion de solidarité à la grève du Joint. La direction du SNES (tendance PC : Unité et Action) la refuse. Motif : pour nous, c'est une grève comme tant d'autres, il n'y a pas de raison de la soutenir particulièrement. D'ailleurs, il y a sûrement des arrières-pensées politiques là-dessous...

La fraction PCF dans la CGT va aussi systématiquement bloquer l'extension de la coordination du mouvement sur le trust :

— à l'usine du Joint Français à Bezons, il faudra attendre... le 5 mai pour voir la CGT organiser une grève de 24 heures de soutien. La presse s'étonnera d'ailleurs perfidement de cette « absence » : « le mouvement de solidarité qui se développe à travers le pays curieusement n'a pas encore gagné Bezons... » (Le Télégramme, 17 avril).

— dans les autres usines du trust, y compris celles qui étaient déjà elles-mêmes en grève, il n'y aura pratiquement rien de fait.

Après la fin de la grève, l'attitude du PCF est double : on tente de récupérer, en même temps, on essaie de minimiser et de débîner le mouvement.

— Dans l'Humanité du 8 mai 72, Laurent Salini publie en première page un éditorial sur les leçons de la grève du Joint. A le lire, on est tenté de croire que la victoire est due aux efforts de la direction CGT et du PCF (« la solidarité combative du Parti Communiste, sur place et (le seul) au